4ÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SÉCURITÉ LOCALE

Prévention de la délinquance, sécurité : les collectivités en première ligne

05/11/2019 - PARIS

Pourquoi participer à cet événement

- Le point sur toute l'actualité incontournable pour les collectivités : continuum de sécurité, prévention de la délinquance, de la radicalisation
- Les clés pratiques pour mettre en œuvre vos compétences en matière de sécurité
- Les retours d'expérience de collectivités pionnières et les collaborations réussies dont vous inspirer
- Une journée de rencontres et d'échanges pour partager vos défis ... Et les réponses

Journée animée par Hervé Jouanneau, Rédacteur en chef adjoint, responsable du Club prévention-sécurité, la Gazette des communes

Accueil des participants

ALLOCATION D'OUVERTURE Sécurité locale et prévention de la délinquance : les collectivités plus que jamais en première ligne

- Prévention de la délinquance : quel rôle des collectivités dans la nouvelle stratégie nationale
- Continuum de sécurité et sécurité du quotidien : la place des polices municipales
- Prévention de la radicalisation : ce que l'État attend des collectivités

TABLE RONDE Délinquance des mineurs : jusqu'où les maires peuvent-ils agir ?

- La délinquance des mineurs, une priorité : comment se décline-t-elle au niveau local
- Quelle intégration des outils existants dans la nouvelle stratégie
- Rappel à l'ordre, aide à la parentalité, suivi individualisé : les solutions à privilégier

Absentéisme et petites infractions : comment Marseille responsabilise les familles

- Retour d'expérience sur un dispositif d'aide à la parentalité fondé sur l'action sociale et éducative

FOCUS : Le suivi individualisé des mineurs : le mariage réussi des villes et de la Justice en Seine-Saint-Denis

- Quel partage des informations entre les acteurs locaux et la Justice pour une prise en charge personnalisée et plus efficace des mineurs

Pause

Continuum de sécurité : un rapport, une concertation et après ?

- Les pistes pour la concertation nationale sur le continuum de sécurité

- Quelle articulation entre les policiers municipaux et la sécurité privée
- Quels impacts pour les villes et les polices municipales notamment en vue des JO 2024

Travaux d'intérêt général : pourquoi les villes doivent s'impliquer

- État des lieux des postes d'accueil pour les personnes condamnées à un TIG
- Retour sur la création en 2019 de l'Agence Nationale des TIG
- Comment mobiliser les collectivités pour donner toute sa mesure et son efficacité au dispositif

Déjeuner

Prévention de la radicalisation : le rôle des collectivités dans l'architecture locale

- État des lieux de la menace terroriste en France
- L'organisation de la réponse publique : comment prévenir le risque
- Comment mieux informer les collectivités sur les personnes radicalisées du territoire

FOCUS Argenteuil innove avec un plan d'actions municipal contre la radicalisation

- Retour d'expérience sur un dispositif unique de prévention de la radicalisation

Aide aux victimes : retour sur expérience post-attentats

- Les expériences de Paris et de Strasbourg suite aux attentats : quelle prise en charge des victimes et des familles
- Quels espaces d'information pour apporter des réponses adaptées malgré l'urgence
- Comment s'organiser avec les élus de la ville : obligations à respecter et formation nécessaire

Conclusion de la journée et échanges

Fin des états généraux

Avec la présence exceptionnelle de

- CASTANER Christophe, Ministre de l'Intérieur, MINISTRE DE L'INTERIEUR
- KOENDERS Nathalie, Adjointe au maire, VILLE DE DIJON
- VICOT Roger, Maire, VILLE DE LOMME, Président, FORUM FRANCAIS POUR LA SECURITE URBAINE

Qui participe à cet événement

- Au sein du secteur public : Elus, DGS, DGA, Directions sécurité, prévention et tranquillité publique, Directions de la jeunesse, de la cohésion sociale, Coordonnateurs de Contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, Polices municipales, Sapeurs-pompiers.

Tarifs

- Tarif général Collectivité > 20 000 habitants : 790,00 €HT
- Tarif réduit Collectivité < 20 000 habitants : 590,00 €HT
- Entreprises publiques et privées, établissements publics : 990,00 €HT